

LOIRET ■ La réforme des finances publiques passe mal Soixante communes disent non

Plus de soixante conseils municipaux se sont prononcés sur la réforme frappant les services des finances publiques et la voient d'un mauvais oeil.

Philippe Ramond
philippe.ramond@centrefrance.com

Sermaises, Lorris, Ligny-le-Ribault, La Ferté, Sully, Chécy, Ferrières... Soixante communes du Loiret refusent le projet de restructuration de la DGFIP (Direction générale des finances publiques).

D'ici 2022, dans le Loiret, dix trésoreries doivent disparaître (Le Malesherbois, Neuville, Patay, La Ferté, Sully, Châtillon-Colligny, Ferrières, Beaune-la-Rolande, Courtenay, Châteauneuf), ainsi que d'autres services fiscaux.

La direction régionale a déjà convié les maires et élus locaux à quatre reprises pour les convaincre du bien fondé de la mesure voulue par le ministre



TRACTS, les agents du fisc ont alerté les élus. PHOTO PH. RAMOND

Darmanin. Mardi, à l'Espace Florian de Châteauneuf, une centaine de maires rencontraient Bruno Dalles, successeur de Franck Mordacq à la tête de la DRFIP. Aux portes de l'Espace Florian, l'intersyndicale (CFDT, Solidaires, FO, CGT et CFTC) distribuait des tracts aux élus. « Attention, les Maisons France Service (MFS), censées remplacer les trésoreries décapitées, n'assureront pas l'ensemble des compétences de-

voies actuellement à ces trésoreries et aux autres services de la DGFIP. Bref, ceci ne compensera pas cela », explique une syndicaliste.

Présent, Frédéric Cuillier, président de l'Association des maires du Loiret, estimait que « la soixantaine de conseils municipaux qui se sont exprimés hostiles à la réforme témoigne bien qu'il y a un problème ». N'est-ce pas aller davantage vers un service public qui se délite? ■